



LA VERTICALE CAUCASIENNE : QUELS ENJEUX ?

Mémoire de géopolitique

du Chef d'Escadrons Patrick LEGIOT.

dans le cadre de l'étude dirigée "Géopolitique "

*Directeur : Monsieur Jean François DAGUSAN
Docteur d'état en sciences politiques.*

MARS 2003

SOMMAIRE

1. Les données géopolitiques : la faiblesses des Etats.
2. Les acteurs trans étatiques.
3. Une nécessaire recomposition régionale.

INTRODUCTION :

Le Caucase est une zone digne d'intérêt à plusieurs titres. C'est une zone qui a connu de profonds bouleversements à la suite de la chute de l'URSS et qui connaît une recomposition en profondeur dans laquelle les Etats ne sont pas forcément les acteurs principaux. Elle apparaît comme une zone de confrontation entre ethnies et cultures différentes, dont la multiplicité et la densité sont une des caractéristiques du Caucase. Elle est enfin un espace d'enjeu pour les puissances internationales de par sa situation géographique, qui en fait un lieu de passage vers l'Orient, ainsi que par la présence d'hydrocarbures.

Historiquement, le Caucase est un carrefour où se sont rencontrées et opposées diverses civilisations et l'endroit où des peuples ont tenté de préserver leur spécificité. La multiplicité des ethnies et des langues témoigne encore de ce passé tumultueux.

L'arrivée de l'islam au VII^e siècle, en provenance de l'Iran par les rives de la Caspienne, a durablement modifié le visage de cette région. Certaines populations ont résisté jusqu'à nos jours au prosélytisme musulman. D'autres se sont converties tardivement, comme les Tchétchènes, mais de façon radicale sous l'influence de sectes soufies extrémistes comme la Naqchbandiya.

Au cœur de la tourmente, les anciens royaumes chrétiens de Géorgie et d'Arménie se sont retrouvés face aux invasions perses et turques, passant d'une domination à une autre jusqu'à la tutelle du grand frère russe qui mit tout le monde d'accord en s'arrogeant l'ensemble du Caucase au XIX^e siècle.

La Russie dont les frontières habituelles étaient matérialisées au sud par les fleuves Terek et Kuban, est restée longtemps à l'écart de cette région, utilisant les cosaques comme forces de couverture et de protection sur son flanc sud.

Après son expansion dans le Caucase au 19^e siècle, cette région a été fortement marquée par la politique de la Russie qu'elle a parfois subi à son détriment. Les blessures faites au cours de l'histoire ne se sont jamais refermées et continuent d'être à l'origine des conflits souvent sanglants qui parsèment la région. Ces conflits trouvent encore leur écho dans l'actualité avec la prise d'otages qui s'est déroulée en novembre 2002 dans un théâtre de Moscou et qui s'acheva par la mort de plus de 100 personnes. Les images de la ville de Groznyï rasée par les forces russes montrent encore l'ampleur et le point de non retour de la violence dans cette région.

Géographiquement, cette région est encadrée à l'Est par la mer Noire, à l'Ouest par la mer Caspienne, au nord par le grand Caucase (Circassie) et au sud par le petit Caucase (Transcaucasie). Elle est fortement marquée par son aspect montagneux qui confère à ses habitants une réputation de farouches guerriers opposés à toute ingérence étrangère. Alexandre Dumas dans ses romans caucasiens avait déjà décrit les mœurs particulièrement violentes des habitants des montagnes et leur hostilité face à l'invasion russe.

Cette région, en dépit de ses contraintes dues au relief, dispose malgré tout de certains atouts dont elle pourrait tirer partie comme la présence d'importantes réserves d'hydrocarbure en mer Caspienne qui ont intéressé les consortiums anglo-américains ou le climat tempéré du bord de mer, qui permet des cultures fragiles appréciées dans toute l'ex URSS. Sur le plan touristique, les rivages de l'Abkhazie étaient particulièrement prisés par la nomenclature soviétique et disposaient de nombreux centres de villégiature. Mais ce potentiel, possible base d'un développement économique, a bien sûr été réduit à néant par les conflits récurrents.

A cet égard, si le conflit en Tchétchénie apparaît comme le plus important, il existe aussi de nombreux autres lieux de tension et de conflit. Le Caucase, semble en effet une zone en pleine décomposition qui profite peu des richesses pétrolières de la Caspienne. La nature ayant horreur du vide, ces potentiels ont surtout servi à aiguïser les appétits des voisins de la zone et des grandes puissances comme les Etats-Unis. Des alliances antagonistes se sont alors constituées, rassemblant des entités très différentes. Ainsi, l'Iran et la Russie vont soutenir l'Arménie contre l'Azerbaïdjan soutenue quant à elle par la Turquie.

Les dernières évolutions du Caucase, depuis l'effondrement de l'URSS, montrent un avenir qui semble incertain. La multiplicité des acteurs et des facteurs rend complexe toute tentative de règlement des conflits ou de simple prospective dans la zone, à tel point que l'on peut se demander si le Caucase, de par son instabilité représente une menace pour le continent eurasiatique et un enjeu réel pour les puissances régionales et internationales ?

A travers l'analyse de la recomposition et des fractures de cette région, nous tenterons donc de déterminer les évolutions possibles et les grandes tendances.

Nous verrons tout d'abord que les racines de l'instabilité sont anciennes et complexes et que la multiplicité des acteurs intervenants nécessitera une recomposition de la zone dans l'avenir.

1. Les données géopolitiques : Les acteurs étatiques représentent un cadre peu efficace.

1.1. Une mosaïque complexe d'ethnies rivales sont en lutte permanente pour l'hégémonie régionale :

La région du Caucase, qui comprend l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie, est située entre la mer Noire à l'ouest et la mer Caspienne à l'est et se trouve encadrée par la Russie, la Turquie et l'Iran. Etant limitrophe de grands empires, la région revêt une importance géostratégique considérable depuis des siècles. Elle est connue depuis l'antiquité comme un carrefour de populations et de cultures, et il n'existe sans doute aucune autre région au monde d'une taille comparable où l'on parle autant de langues.

1.1.1 La composition des groupes ethniques révèle une importante complexité.

Le Nord Caucase se caractérise par une mosaïque d'ethnies parmi lesquelles sont parlées de nombreuses langues. Certains dialectes ne sont utilisés que par 2 ou 3 villages. On trouve néanmoins 3 groupes humains majoritaires :

Le groupe caucasien qui comprend plusieurs sous groupes :

Le sous groupe daghestanais - 1,258,498, - (de la branche linguistique Ibero-Caucasienne), incluant les Avars (514,557), les Darghins (321,564), les Laks (97,753), les Lezgiens (212,146), les Tabasarans(78,439), les Aguls (13,830), les Rutuls (14,988), les Tsakhurs (5,221);

Le sous groupe VAINAKH - 1,026,819, incluant les Tchétchènes (828,994) et les Ingouches (197,825) ;

Le sous-groupe abkhazo-adyguéen - 566,059 – incluant les Kabardes (373,173), les Adygues (116,234), les Tcherkesse (46,272), les Abazins (30,380).

Le groupe turc qui comprend :

742,000 personnes incluant les Azéris (111,374), les Balkars (72,219), les Karatchaïs (143,971), les Koumyks (259,302), les Nogais (73,703), les Tatars (62,844), les Turques (6,297), les Turkmens (12,290).

Le groupe indo-européen qui comprend : les Arméniens, les Kurdes, les Ossètes.

Les Géorgiens sont considérés comme un peuple à part ne relevant d'aucun de ces groupes ethniques.

1.1.2 Une composition ethnique en évolution permanente.

Beaucoup de nations actuelles sont les produits de l'ère soviétique ayant assimilé plusieurs groupes entre eux au sein d'une même entité, à l'exemple des Avars du Daghestan ou des Kabardino-Balkars.

En 1926, il y avait au Daghestan plus de 36 groupes ethniques, il n'y a plus aujourd'hui que 13 ethnies en titre car les petites ethnies se sont fondues dans les grandes. Ces changements sont imputables au pouvoir soviétique lui-même, qui a organisé la colonisation des plaines par les Montagnards dans les années 1950-1970, en faisant descendre des montagnes quelques 400 000 habitants. Aujourd'hui, au Daghestan, cette question renforce l'éventualité de conflits entre les peuples. Les organisations des Koumyks, des Nogaïs et des Cosaques du Terek veulent faire arrêter la colonisation de leurs territoires et pouvoir construire des Etats mono ethniques.

1.1.3 Une diversité ethnique facteur d'instabilité.

Il existe entre ces peuples du Caucase une compétition pour la domination dans la région. Le groupe Vainakh du Daghestan quatre fois plus important que le groupe adyguéen dispose d'un avantage important dans le domaine de l'influence. Ce groupe, qui comprend les Tchétchènes dispose dès lors d'un grand avantage en terme d'influence politique.

Sur un plan historique, ce groupe dominant a initié les principales tentatives d'indépendance contre les Russes avec le cheik Mansur en 1785-1791 et l'imam Chamil, figure emblématique du 19^e siècle. Les actions actuelles sont dans la lignée historique de ces anciens soulèvements qui tendent vers deux buts principaux :

- l'évincement des russes
- la place du groupe ethnique dans la confédération caucasienne

Opposé à cette tendance, il faut noter l'importance du peuplement russe et de leurs alliés cosaques qui peuvent comme en Kabardino-Balkarie représenter 40% de la population. Cette forte

implantation cosaque n'est pas neutre dans la mesure où ceux-ci sont traditionnellement utilisés comme force para militaire pour contrôler les entités musulmanes de la région et représentent un risque de confrontation permanent.

1.2 Une situation économique précaire qui représente un facteur de déstabilisation interne.

1.2.1 Des communications difficiles entre les pays ou les provinces :

L'instabilité de territoires comme la Tchétchénie, le Karabakh ou l'Ossétie qui représentent des verrous quant au transit commercial à travers la région, pose un problème crucial.

En effet, beaucoup de républiques russes autonomes se retrouvent coupées du monde : l'Adyguéa, le Karatchaï, la Tcherkessie ne sont accessibles que par les territoires russes, ce qui augmente leur vulnérabilité et leur dépendance les uns vis à vis des autres.

De même, l'Arménie suite au blocus opéré contre elle par ses voisins ne disposait plus que d'un axe de liaison qui la reliait à l'Iran.

La précarité du réseau routier et le peu d'infrastructures aggravent la situation et affecte le développement des régions. Dans la partie ouest, une seule route longe les bords de la mer Noire. Dans le centre, de nombreuses routes sont fermées l'hivers du fait des conditions météorologiques. Cela donne aux routes côtières du Daghestan et de l'Abkhazie une importance prédominante dans la région, alors que ces zones sont particulièrement instables.

Le projet TRACECA de l'Union Européenne consistant à développer le réseau routier de la région est une initiative essentielle. Mais les difficultés rencontrées sur place freinent les avantages pouvant en être tirés.

1.2.2 Des conditions économiques et sociales préoccupantes :

La transformation de l'économie centralisée en une économie de marché a eu un effet très négatif. Les industries locales, auparavant intégrées dans le marché commun soviétique ont tout bonnement disparu sans être remplacées par d'autres activités. Alors qu'une partie de la population affiche un luxe insolent, le reste de la population vit parfois dans l'indigence, luttant pour son autosubsistance.

Le 'commerce des valises' entre pays frontaliers apparaît souvent comme la seule activité économique durable. La désintégration du tissu économique aboutit alors à l'émigration massive en direction des pays voisins et de la Russie.

Mais surtout, l'absence d'un règlement et des conditions de vie difficiles poussent les populations à émigrer.

Si le nombre des candidats au départ ne cesse d'augmenter, c'est en Arménie que la situation est la plus grave. Près d'un million et demi de personnes ont choisi l'exil ces dernières années, ramenant le total de la population à moins de 2 millions, selon des sources concordantes. Les campagnes et les écoles se vident, selon des témoignages recueillis sur place alors que le pays est asphyxié par la fermeture des frontières turques et azerbaïdjanaises. "Ce pays vit sous perfusion internationale et grâce à l'aide de la diaspora", déplore un diplomate occidental¹.

Avec ses 800.000 réfugiés de la guerre, l'Azerbaïdjan souffre aussi malgré une croissance économique de 11,4% l'an dernier essentiellement due au pétrole. Un million de personnes sur une population de 8 millions ont déjà quitté le pays.

Sur le plan industriel, l'exploitation du gaz et du pétrole a considérablement chuté dans le Caucase russe du fait de la destruction des infrastructures. Les républiques qui pourraient être auto suffisantes sont obligées d'importer ces ressources énergétiques.

L'insécurité locale latente a aussi remis en question le rôle de cette région comme corridor d'exportation des matières premières de la Caspienne.

En Azerbaïdjan, les revenus du pétrole sont loin de bénéficier à l'ensemble de l'économie et de la population. Celle-ci manifeste parfois violemment comme en juin 2002 contre la corruption et la disparition des revenus pétroliers dont l'un des principaux magnats locaux s'avère être le fils du président Aliiev.

En matière agricole, la région disposait de certains atouts du fait de sa position géographique favorable lui permettant de cultiver des denrées rares en Russie comme le thé, les fruits, le riz. La région exportait ainsi une importante partie de sa production vers la Russie (80% du blé, 25% des légumes, 35% de la viande, 60% du lait et 70% du sucre).

L'absence de réforme du système de production collectiviste, le manque d'investissements financiers et l'émigration massive ont entraîné le déclin de la production et la disparition de nombreuses fermes.

¹ Alexandre Toumarkine, Géopolitique de la mer Noire. Karthala, 1996.

La concentration de la population dans les villes a contribué à déséquilibrer le tissu social et à concentrer les problèmes dans les villes, où le taux de chômage représente 50% de la population active. L'absence de politique sociale a aggravé la situation de précarité des populations déracinées et envenime les relations entre les migrants et les populations d'origine.

Les données montrent que la Tchétchénie, l'Ingouchie et le Daghestan sont les provinces les plus pauvres de la Fédération de Russie. Leur niveau de revenu est en effet le plus faible du pays.

1.2.3 Le développement des coopérations régionales comme facteur de développement.

Le développement de coopérations régionales est rapidement apparu comme indispensable pour lutter contre l'asphyxie et l'appauvrissement faute d'ouverture extérieure. Ces organisations ont surtout cherché à compenser les défaillances de la Russie dans le domaine économique.

Ainsi une initiative régionale comprenant les pays de la mer Noire a vu le jour, il s'agit du GUAMM qui inclut la Géorgie, l'Ukraine, l'Arménie, la Moldavie. Mais cette coopération manque cruellement de capitaux et ses réalisations sont modestes.

On peut aussi mentionner la Coopération de la mer Noire sur l'initiative de la Turquie comprenant tous les pays riverains de cette mer.

Face à la désintégration des pouvoirs centraux on assiste aussi à la constitution de réseaux intra régionaux se tissant entre villes ou entre provinces.

Ainsi les ports géorgiens de la mer Noire développent des contacts avec les Ukrainiens ou les Turcs, de même les villes du Caucase tentent d'élaborer une sphère économique régionale en établissant de part et d'autre du Caucase des relations privilégiées. A ce titre, des propositions de zones franches sont étudiées. Elles permettraient d'attirer des capitaux, préalable indispensable à la relance économique. En 1994, la Géorgie a établi par décret une zone économique libre, au port de Batoumi en Adjarie.

La précarité économique de la zone alimente une instabilité récurrente qui à son tour va appauvrir la région. Cette instabilité trouve son origine dans les querelles intestines entre ethnies de la région.

1.3 L'instabilité dans la région est renforcée par des problèmes de frontières entre états et minorités ethniques.

1.3.1 Les conflits inter étatiques

1.3.1.1 Arménie / Azerbaïdjan : Le conflit du Haut-Karabakh

Le Haut-Karabakh est une enclave en territoire azéri que l'Arménie a toujours revendiquée comme lui appartenant. Elle se trouve soutenue dans cette requête par les populations du Karabakh elles-mêmes (composées à 76% d'arméniens). Pour légitimer leurs prétentions sur la région, les Arméniens se basent sur des liens qui remontent jusqu'au 1er siècle avant J-C.

Mais pour créer le pendant du côté arménien, Staline attribua en 1921 à l'Azerbaïdjan un territoire enclavé au milieu de l'Arménie : le Nakhitchevan.

Une proposition d'échange de terrains, que Moscou interdira, fut évoquée entre les deux pays en 1947, mais l'affaire étant jugée trop complexe fut abandonnée. Le Nagorny Karabakh a proclamé son indépendance en 1991 avec le soutien d'Erevan, après une guerre de trois ans, qui a fait près de 30.000 morts et un million de réfugiés, en grande majorité des Azéris.

La principale caractéristique de cette querelle est que l'on se trouve en présence de trois belligérants, à savoir l'Arménie, l'Azerbaïdjan et les 200 000 arméniens du Haut-Karabakh, situés en territoire azéri.

Bien que soutenus par leur pays frère, les Arméniens du Haut-Karabakh sont assez indépendants du pouvoir d'Erevan, ce qui peut expliquer une grande partie des difficultés rencontrées actuellement en vue d'obtenir un règlement politique durable.

Le Groupe de Minsk, chargé de d'étudier une solution au conflit est coprésidé par les Etats-Unis, la Russie et la France ; il comprend également l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la République tchèque, l'Allemagne, l'Italie, la Slovaquie, la Suède et la Turquie.

Trois médiateurs américains, russe et français, mandatés par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour trouver un règlement, ont reconnu qu'une solution n'était pas encore "à portée de main".

1.3.2 Les conflits intra étatiques :

1.3.2.1 En Géorgie : Le conflit abkhaze et le conflit ossète.

Des provinces sécessionnistes sont apparues à la chute de l'URSS, contribuant à l'instabilité du pays. Certains cas n'ont pas entraîné de conflits comme l'Adjarie et la Djavakhetie.

En ce qui concerne l'Adjarie, il s'agit d'une province turcophone et musulmane à l'extrême sud ouest de la Géorgie. Historiquement, cette province s'étendait encore plus loin, mais au XIX^e la Russie, qui réalisait son expansion vers le sud, a livré une partie de la Géorgie pour acheter la non intervention de la Turquie.

La Djavakhétie est une province frontalière de l'Arménie qui a une population majoritairement d'origine arménienne. Cette petite région qui n'a aucune existence légale, s'est mise à avoir des prétentions d'autonomie du fait de la nature de sa population qui comprend très peu de Géorgiens.

On peut remarquer que des bases russes ont été installées dans toutes ces provinces autonomes et alors que toutes les autres bases russes présentes sur le territoire géorgien étaient démantelées, celles-ci se voyaient renforcées. On voit bien qu'il s'agit pour la Russie de se maintenir contre la volonté de la Géorgie sur son territoire et de continuer à peser politiquement dans la zone.

Le conflit en Abkhazie

En 1991, la population de l'Abkhazie représente 500 000 personnes dont 80 000 Abkhazes seulement.

Le conflit qui a éclaté entre les séparatistes abkhazes et le pouvoir central géorgien en août 1992 a, dès le départ, mis en cause des intérêts spécifiques de la Russie : la minorité russe vivant en Abkhazie (16%), la présence d'unités de l'armée russe dans la zone de conflit, et la stabilité des frontières du Nord Caucase au sein de la Fédération de Russie. En septembre 1996, les accords de paix de Khassaviourt ont mis fin à la guerre, entérinant une situation d'autonomie de facto, mais le régime de restriction et le blocus ont perduré. Cependant, convaincu que ce n'était pas par l'Abkhazie mais par la Géorgie que la Tchétchénie était alimentée en armes, le 9 septembre 1999, Vladimir Poutine a signé la levée du blocus sur la frontière russe, permettant le renforcement des abkhazes. La Géorgie a alors menacé d'ouvrir sa frontière avec la Tchétchénie, permettant par là aux sécessionnistes tchéchènes de se réfugier chez elle. En réponse, les Russes ont rétabli les visas pour les Géorgiens voulant se rendre en Russie et ont même effectué des bombardements sur le sol de la Géorgie alors que le président géorgien monsieur Chevardnadze avait ouvert un corridor humanitaire au profit des réfugiés tchéchènes.

Le conflit Abkhaze reste donc toujours un moyen de pression considérable entre les mains de la Russie sur la souveraineté.

Le conflit en Ossétie du sud

La chute de l'URSS a de la même façon que dans beaucoup d'autres régions, ravivé les particularismes en Ossétie du sud, petite province montagneuse du Caucase Nord. Les Ossètes géorgiens ont revendiqué leur rattachement à l'Ossétie du Nord se trouvant en Russie.

Après de violents combats en 1991, de nombreux Ossètes se sont réfugiés en Ossétie du Nord, venant par là renforcer leur ethnie dans les combats contre les Ingouches voisins.

Actuellement, la Russie dispose de forces de maintien de la paix en Ossétie du sud. De la même façon qu'en Abkhazie, ces forces sont perçues comme une marque d'ingérence et visant à maintenir la Géorgie en état de soumission.

1.3.2.2 En Russie : D'ouest en est, le Grand Caucase est une chaîne ininterrompue de conflits dans laquelle les cosaques jouent un rôle de plus en plus affirmé.

Les sept républiques russes du Nord Caucase (d'Ouest en Est : l'Adyghée; la Karatchaëvo-Tcherkessie; la Kabardino-Balkarie; l'Ossétie du Nord; l'Ingouchie; la Tchétchénie; le Daghestan) connaissent presque toutes des perturbations à l'exception de l'Adyghée relativement calme.

La politique expansionniste de la Russie à entraîné une confrontation entre peuplades musulmanes et chrétiennes du Caucase suite à sa politique de colonisation de la zone, car la Russie a souvent joué les peuples les uns contre les autres, attisant les rancœurs comme on le verra entre Ossètes et Ingouches.

Cette politique à cours terme fut poursuivie et aggravée sous Staline qui violenta, notamment par la déportation, certaines ethnies au point de fabriquer des traumatismes et des haines durables.

La politique de l'URSS étouffa toutes revendications possibles mais ne contribua à pas régler les contentieux, d'autant plus que de nouvelles frontières internes des provinces furent élaborées, mixant volontairement les ethnies et provoquant par là de nouveaux drames.

Le rôle des cosaques est particulièrement important dans le cadre de cette politique expansionniste. Peuple nomade et guerrier, il est appelé régulièrement au cours de l'histoire russe pour venir renforcer les armées des tsars. Ils sont utilisés comme auxiliaires de l'armée russe et défenseurs de la chrétienté sur les marches de l'empire, confrontées régulièrement à la pression des peuples

musulmans du Caucase. Actuellement, ceux-ci semblent renouer avec leur rôle ancestral et constituent sous la forme de milices armées, une force d'appoint et un lobby non négligeable, car ils occupent de nos jours certaines régions du Caucase où ils sont parfois majoritaires. Ils peuvent ainsi peser sur la vie locale et relayer la politique russe en exerçant des pressions parfois par la force.

A ce titre la création de détachements cosaques utilisés comme milice parallèle au Daghestan et en Kabardino Balkiri selon une résolution prise le 19 avril 1994 par Moscou légalise cet état de fait, suscitant l'inquiétude des autorités fédérales face à des décisions anti-constitutionnelles qui favorisent une ethnie belliqueuse prête à en découdre².

Nous pouvons voir à travers l'analyse des conflits inhérents à chaque province que l'attitude de la Russie n'est pas exempte de reproches et détient même une bonne part de responsabilité dans l'aggravation des tensions.

Le conflit en Tchétchénie

La Tchétchénie est un carrefour capital dans le Caucase et le contrôle de celui-ci permet à Moscou de bénéficier d'une ouverture sur le Proche-Orient et sur la Mer Méditerranée via la Mer Noire.

Un nationalisme exacerbé, alimenté par le souvenir des déportations massives sous Staline au prétexte que les Tchétchènes collaboraient, contribue encore à alimenter les haines actuelles. En 1944, un tiers de la population fut déplacée, soit 470 000 Tchétchènes et Ingouches. 100 à 200 000 personnes périrent au cours du transport effectué par trains dans des conditions épouvantables en plein hivers. Certains purent rentrer en 1957 après une amnistie générale due à la déstalinisation menée par Khrouchtchev. Mais le mal était fait et les propriétaires ont souvent retrouvé leurs terrains laissés vacants, occupés par des étrangers.

A l'effondrement de l'URSS, Djokhar Doudaïev, président de l'ex-république autonome au sein de la Fédération de Russie, proclame la "souveraineté" de la Tchétchénie en novembre 1991. Depuis, ce pays est devenu le centre régional d'un activisme islamique très radical, et la résistance tchétchène à l'"impérialisme russe" a viré au terrorisme pur et simple et a déclenché deux conflits particulièrement sanglants.

Le premier conflit se déroule entre 1994 et 1996 :

Les objectifs du premier conflit étaient de reprendre le contrôle de la Tchétchénie au cours d'une campagne très brève. Le 11 décembre 1994, après des bombardements massifs, l'armée russe lançait une opération visant à réduire la résistance des indépendantistes Tchétchènes, opération que le ministre de la défense de l'époque, Pavel Gratchev, envisageait comme une campagne éclair. Un an

après et des dizaines de milliers de morts plus tard, la guerre durait toujours. Les blindés russes étaient péniblement parvenus à entrer dans Groznyï, réduite en ruines par des bombardements massifs.

En 1996, devant l'échec militaire et les élections approchant, Boris Eltsine fut contraint d'envisager une solution politique négociée. Par l'entremise de l'OSCE, un premier cessez-le-feu fût signé avec le nouveau chef des indépendantistes Maskhadov, remplaçant Doudaïev décédé. Un décret russe prévoyait alors un retrait partiel des troupes de Tchétchène. Mais au lendemain de la réélection de Boris Eltsine, les opérations militaires reprirent, accédant à l'idée que le cessez-le-feu n'était qu'une promesse à buts électoraux et que les Russes ne voulaient pas perdre le contrôle de la jonction d'oléoducs de Groznyï. Toutefois, la réaction des combattants Tchétchènes qui reprirent alors la ville mit en évidence l'incapacité de Moscou à rétablir l'ordre.

Le général Lebed entama alors des négociations avec les indépendantistes et signa avec eux un accord sur le règlement politique du conflit ; Celui-ci définissait un statut de la Tchétchène en tant que partie intégrante de la fédération de Russie. Le 31 août 1996 un accord de paix fut signé à Khasavioust, mettant fin à un conflit qui fit environ 60 000 morts, pour la plupart civils. Maskhadov fut alors porté démocratiquement à la tête de l'Etat en janvier 1997, portant la dernière estocade à la mainmise russe sur le pétrole Tchétchène. Un accord fut alors signé le 11 juillet permettant la remise en service de l'oléoduc endommagé pendant la guerre.

Les royalties du transit pétrolier de Groznyï durent alors être partagés entre Russes et Tchétchènes limitant nettement les profits des premiers dont la compagnie d'Etat Transneft devait payer pour l'importation des produits pétroliers. Disposant d'une manne de 90 millions de dollars par an, la Tchétchène s'enfonça malgré tout dans la spirale de la violence du fait de la corruption et des actions mafieuses.

L'extrémiste Bassaïev, arrivé au poste de Premier ministre, accentua la dérive du pays en favorisant la déstabilisation de la région notamment au Daghestan³.

² Lebedynski Iaroslav, Histoire des cosaques. Paris, Terre Noire, 1995.

³ SVANTE CORNELL, Conflicts in the North Caucasus. Central Asian Survey. Septembre 1998.

Le deuxième conflit éclate en 1999.

Une deuxième opération fut lancée autant pour protéger le tracé d'un second pipeline passant au nord de la Tchétchénie que pour sécuriser la région face aux tentatives de déstabilisation. Cette fois l'armée russe utilisa une stratégie de bombardements massifs.

Malgré l'arrivée au pouvoir du loyaliste Kadirov, on constate aujourd'hui un enlisement de l'armée russe qui se retrouve dans la même situation que lors de la guerre avec l'Afghanistan, c'est à dire une armée régulière quasi-impuissante face à une guérilla insaisissable. La deuxième guerre de Tchétchénie a fait jusqu'à présent 45 000 victimes tchétchènes. Du côté russe, 2500 morts sont dénombrés officiellement mais on pense que le total est 2 ou 3 fois plus important. 17 000 réfugiés se trouvent dans des camps en Ingouchie⁴.

C'est dans ce contexte que s'est opéré l'attentat sanglant du théâtre de Moscou en décembre 2002.

Le conflit entre Ossètes et Ingouches : un équilibre précaire rompu.

Il existe 3 motifs principaux au conflit ayant opposé les Ossètes et les Ingouches.

Le premier est d'ordre historique et géographique. Les Ossètes sont des gens de la plaine, de langue perse, arrivés vers 600 AV JC alors que les Ingouches sont des montagnards, premiers occupants des lieux.

Le deuxième motif est d'ordre ethnique, entre deux peuplades qui n'ont pas la même origine.

Le troisième est religieux car les Ossètes sont chrétiens alors que les Ingouches sont musulmans sunnites.

Alors que dans le passé les deux peuplades arrivaient à vivre en bon voisinage, l'arrivée des russes au XIX^e siècle, a provoqué un déséquilibre entre elles. Les Russes ont vite trouvé chez les Ossètes des alliés privilégiés de leur conquête, provoquant par là le ressentiment des Ingouches. Il faut néanmoins souligner que les Ingouches, plutôt bienveillants, ont opposé peu de résistance aux russes contrairement aux tchétchènes.

L'aggravation de la situation a commencé avec la déportation massive des Tchétchènes et des Ingouches par Staline entre 1943 et 1957 sous le prétexte de collaboration mais en fait pour des raisons de politique interne. La République Tchétchéno Ingouche fut partagée entre la Géorgie, le Daghestan, l'Ossétie du Nord et la région de Stavropol.

⁴ Séverine Chappaz, l'expansion russe dans le Caucase. Regard sur l'Est n°20.

La politique conciliatrice de Khrouchtchev a permis la recréation d'une République Tchétchéno Ingouche et l'amnistie des survivants déportés.

A leur retour en 1957, du moins pour les survivants, les Ingouches ont retrouvé leurs terres occupées par des ossètes peu désireux de les restituer. De plus, un nouveau découpage régional avait octroyé la zone de Prigorodnyi, majoritairement Ingouche, à l'Ossétie du Nord. On voit ici l'importance de l'action russe quant aux ressentiments locaux en germe.

Le retour clandestin de nombreux Ingouches à Prigorodnyi, faisant pencher la balance démographique en leur faveur, suscita des tensions dans cette province.

L'écroulement de l'URSS en 1991 brouille un peu les cartes, alors que Moscou semble accéder à la requête des Ingouches, ceux-ci s'éloignent des revendications tchéchénes dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas et soutiennent un Boris Eltsine réformateur, alors que les ossètes s'accrochent à l'empire soviétique, garant de l'ordre ancien.

Après avoir tenté un coup de force sans résultat en mars 1991 pour tenter de reprendre Prigorodnyi, la république Ingouches est proclamée.

Mais les combats s'aggravent en 1992 et obligent la Fédération de Russie à envoyer une force de maintien de la paix. Bien que la position de Moscou soit plutôt en faveur des Ingouches, les troupes envoyés sur place auraient fait preuve de partialité vis à vis d'eux au profit des ossètes. En effet, d'une part le conseil d'Ossétie du Nord a vu son autorité rétablie sur Prigorodnyi et d'autre part, sur le terrain, les forces russes opéraient de façon conjointe avec les milices ossètes en évacuant les Ingouches de Prigorodnyi.

De nouvelles confrontations ont lieu en 1995, alors que l'afflux de 150 000 réfugiés tchéchénes vient envenimer la situation et souligner le parallèle entre la situation Ingouche et tchéchéne rapprochant par là même ces deux peuples.

Les tensions en KABARDINO-BALKIRI

La partie ouest du Nord Caucase comprend deux peuplades différentes :

D'une part, les Circassiens, peuple indigène de 700 000 personnes, habitant les plaines, comprenant les Adygues, les Tcherkess, les Kabardes.

D'autre part les Karatchaïs et Balkars habitant les hautes vallées depuis le 13^e siècle, de langue turcophone.

Ces peuples entretiennent une histoire conflictuelle bien que musulmans tous les deux. Ils entretiennent un antagonisme culturel entre peuples de la plaine et peuples des montagnes. De plus,

les Karatchaïs Balkars étaient considérés comme les vassaux de l'aristocratie Kabarde sur laquelle les russes se sont appuyés.

Les facteurs de tension se sont accrus depuis qu'une république autonome de Kabardino-Balkarie a été fondée en 1920. Cette république regroupe les deux peuples au sein d'une même entité sans tenir compte des problèmes ethniques.

Les Balkars connurent aussi le même sort que leurs voisins et furent déportés par Staline. De la même façon que dans les républiques voisines, leur retour engendra des heurts avec les Kabardes installés sur leur terre.

Il faut souligner le fait que les heurts les plus graves ont pu être évités jusqu'à présent. L'appartenance à la même religion ainsi que le spectre d'un conflit inter ethnique semblent avoir dissuadé la montée aux extrêmes et favorisé l'entente entre les différents groupes.

Tensions au Daghestan :

Cette république contrôle le littoral occidental de la Caspienne, sa capitale est le seul port important sur sa rive occidentale. Le contournement du nœud d'oléoducs de Grozny passe par son territoire et se trouve désormais être la véritable artère pétrolière de la Russie en Caspienne. L'Islam y progresse rapidement et la Charia a été instaurée au sud. Or, les liens entre les extrémistes islamistes Tchétchènes et les sécessionnistes du Daghestan sont avérés. Ces derniers fournissent des bases arrières aux tchétchènes et Moscou craint une réaction en chaîne des sécessions de la région⁵.

Ces craintes, ajoutées aux analyses faites auparavant sur la stratégie offensive des Etats-Unis, ont poussé les Russes à l'intervention militaire en Tchétchénie. Compte tenu de ce qu'ils avaient déjà perdu en termes d'influence dans la région, ils ne pouvaient plus se permettre de laisser se développer un tel foyer d'agitation.

⁵ Boyer Yves, Facon Isabelle (Dir.), La politique de sécurité de la Russie, Paris, ellipses, 2000

2 Les acteurs trans étatiques :

Des forces centrifuges associées à des facteurs internes mettent en péril la cohésion des Etats et de la région. Il s'agit tout d'abord des matières premières qui à défaut de constituer une richesse, représentent un élément d'instabilité. Par ailleurs, la montée d'un islam radical associé aux dérives mafieuses constituent un cocktail détonnant qui contribue en grande partie à la désintégration des structures officielles.

2.1 Le facteur hydrocarbure : Avec l'ouverture des frontières, la géopolitique de l'acheminement prend une ampleur stratégique qui ouvre la porte à des conflits d'intérêts variés.

En 1991, la Tchétchénie ne représentait pas un élément stratégique de la production et de l'exportation de pétrole de l'URSS. En effet, les quatre cinquièmes de la production de l'époque provenaient de gisements situés de part et d'autre de l'Oural au Bachkortostan et au Tatarstan. La production soviétique de la Caspienne s'élevait alors à 1 200 000 barils par jour. La part minime de cette production acheminée en Mer Noire l'était entièrement à travers le territoire de l'URSS qui consommait à l'époque 5 millions de barils par jour.

Cette situation a été bouleversée par l'écroulement de l'Union et l'avènement de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, et du Turkménistan. En effet, ces jeunes républiques ont alors, dans les années suivantes, fait prospector la Caspienne par des firmes pétrolières occidentales et ont mis à jour des réserves prometteuses. Les estimations sur la Caspienne étaient alors de 18 à 34 milliards de barils de réserves (exploitables avec les techniques actuelles à un coût rentable), dont 2,7 pour la Russie et 235 milliards de barils de réserves possibles (exploitables dans des conditions actuellement non rentables) dont 14 pour la Russie. Ces réserves représentent selon les diverses estimations près de 4% des réserves mondiales. Elles sont comparables à celles de la mer du Nord (17 milliards de barils de réserves prouvées) ou de celles des Etats-Unis (22 milliards). Elles représentent un quart des réserves du Moyen-Orient⁶.

⁶ Pierre Noel : Les hydrocarbures de mer Caspienne : acteurs et enjeux. Dossier d'information et d'analyse. Mars 1998

Cette nouvelle donne , a alors ouvert des perspectives de profits non négligeables pour la Russie, nonobstant la question du statut de la Caspienne.

En effet le problème de la délimitation des champs pétroliers et de leur propriété pose la question de la souveraineté sur les ressources et du chemin utilisé par les oléoducs pour l'exportation du pétrole.

2.1.1 Un problème juridique :

Le statut de la Caspienne devient déterminant dans l'attribution des ressources de son sous-sol (l'essentiel des réserves devant être exploitées off-shore). Partagée auparavant entre l'URSS et l'Iran uniquement, c'était une simple frontière dont les ressources étaient en outre méconnues. Elle doit désormais se partager entre cinq pays et ses ressources se répartissent différemment selon qu'elle est considérée comme un lac ou comme une mer.

Il existe aussi une forme de polémique concernant le volume des hydrocarbures de la Caspienne. Après une période d'euphorie où cette dernière était considérée initialement comme une deuxième Arabie, l'enthousiasme est vite retombé pour faire place au scepticisme. Les estimations des réserves prouvées ont été revues à la baisse. Si au début de cette décennie, on estimait les réserves de la région à 16% des réserves mondiales, aujourd'hui on pense qu'elles sont de l'ordre de 3% avec un coût d'exploitation élevé. La majorité des hydrocarbures se trouve du côté du Kazakhstan et du Turkménistan et peut être acheminée par la Russie ou par le Pakistan. L'autre problème est le statut juridique de la mer Caspienne. Lors du sommet des états de la Caspienne en novembre 1996, la Russie reconnut alors le droit de chaque état riverain à exercer sa pleine souveraineté sur une bande de 45 miles, la zone située au-delà restant propriété commune⁷. Bien que l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan refusèrent de signer la déclaration finale, Moscou se résignait à abandonner la majeure partie des ressources⁸.

En réalité, la définition du statut de la mer Caspienne traduit moins un enjeu juridique que l'affrontement d'intérêts économiques et géopolitiques. Tout porte à croire que le flou et l'empirisme prévaudront encore quelques années dans le domaine du droit international, à moins que certaines tensions ne dégénèrent en oppositions armées. Reste la question de savoir qui sera chargé de dire le droit : la Russie, les riverains, la Chine ou les États-Unis ?

⁷ Julien Nessi : Grandes manœuvres autour de la Caspienne. Cyberscopie. Juin 2001.

⁸ DOMINIQUE GALLOIS : la bataille pour le partage du pétrole de la Caspienne est ouverte Le Monde, 17 juillet 1998.

2.1.2 Un acheminement source de conflit :

Le tracé du Pipeline reliant la Caspienne à la méditerranée est un vrai casse-tête géopolitique. Plusieurs scénarios sont prévus par les différents acteurs de ce grand jeu, mais aucun ne remporte l'adhésion de tout les autres.

Sous cet angle, le transfert des hydrocarbures apparaît comme une cause aggravante des crises.

En effet, les pipelines permettant l'exportation des hydrocarbures de la Caspienne peuvent s'élancer dans trois directions :

- Au sud par l'Iran.

Un tracé que refusent obstinément les Etats-Unis, qui ont pris l'Azerbaïdjan sous leur protection. Selon Washington, l'Iran doit rester aussi isolé que possible. Certaines compagnies, françaises surtout, rêvent pourtant de ce tracé bon marché et très simple, vu l'infrastructure pétrolière que possède déjà la République islamique. Les grands consortiums pétroliers refusent toujours d'adhérer au tracé iranien ; il faut dire que l'administration Américaine a explicitement opposé son veto (l'Iran restant l'ancien ennemi des Etats-Unis)⁹.

- Au nord par la Russie.

Pour maintenir un contrôle sur ses anciennes colonies, Moscou tient absolument à ce que le pétrole de la Caspienne aboutisse au port russe de Novorossisk sur la mer Noire. Un vieux pipeline existe déjà depuis l'époque soviétique, mais il passe par les territoires agités du Daghestan et de la Tchétchénie. Le tracé russe rencontre trois sortes d'opposition :

Les ex-républiques soviétiques sont peu ou pas enthousiasmées à renouer ce genre de relation avec l'Ex-URSS, motifs historiques obligent.

De plus les Etats-Unis sont fortement opposés à un tracé qui passe par un pays dans lequel ils ne pourront garantir eux-mêmes la sécurité de leur approvisionnement.

D'autre part, le pétrole provenant de l'Asie Centrale et de la Caspienne et arrivant à Novorossisk passe par le détroit d'Istanbul déjà surchargé et cause des problèmes de sécurité depuis l'explosion d'un tanker dans le Bosphore. Les autorités turques semblent de plus en plus défavorables à cet itinéraire.

⁹ JEAN-CHRISTOPHE VICTOR : Mer Caspienne : le grand jeu (émission télévisée sur ARTE Le dessous des cartes) juillet 1998.

- A l'ouest, par la Géorgie.

- Puis par la Turquie :

Le tracé préconisé par l'administration américaine est celui qui passerait par l'Azerbaïdjan pour se terminer en Turquie dans le port de Ceyhan. Ce tracé est celui qui assure aux Etats Unis un acheminement sûr à travers un pays allié. Il existe un petit pipeline entre Bakou et le port de Poti, en mer Noire mais il est déjà saturé et la Maison Blanche rêve de le doubler d'un autre ralliant directement le port turc de Ceyhan en Méditerranée.

Toutefois les Grands majors sont peu enclins à accepter ce tracé car la production actuelle de brut en provenance de la Mer Caspienne ne justifie pas les dépenses de construction d'un Pipeline de 2,5 milliards de dollars (la majeure partie des installations doit encore être construite), et deuxièmement le coût d'extraction du pétrole de la Caspienne est onéreux en regard du pétrole russe ou de celui du Moyen Orient¹⁰.

Un accord a été signé néanmoins à Istanbul en novembre 1999 entre l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie, le Turkménistan et les Etats-Unis, décidant la construction d'un pipe line sur l'itinéraire passant par Tbilisi. Cette construction devrait être achevée en 2005. Pour que cet oléoduc soit rentable, un flot de pétrole suffisant doit permettre de couvrir les investissements consacrés à sa réalisation et estimés entre 2,4 et 3,7 milliards de dollars. L' Azerbaïdjan est en mesure de l'alimenter à cinquante pour cent mais le reste devra provenir d'autres origines. En clair cet oléoduc n'est pas viable sans le pétrole kazakh. Ceux-ci se déclarent prêts à l'alimenter à hauteur de 400 000 barils par jour (sur un débit prévu d'un million de barils par jour)¹¹.

- ou par les Balkans.

il existerait un tracé moins onéreux et plus court (actuellement en construction) qui passerait par les Balkans. Le Pipeline traverserait l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Bulgarie, la Macédoine et l' Albanie pour atteindre la méditerranéenne à travers l' Adriatique. Et c'est apparemment cette solution qui semble avoir été finalement retenue par les Américains.

¹⁰ Pierre Noel : Les hydrocarbures de mer Caspienne : acteurs et enjeux. Dossier d'information et d'analyse. Mars 1998

¹¹ Vicken CHETERIAN : Grands jeux pétroliers en TRANSCAUCASIE. Le monde diplomatique. Octobre 1997.

2.1.3 Les incertitudes concernant l'acheminement des hydrocarbures ont des conséquences variées selon les pays :

Pour ce qui est de l'acheminement des hydrocarbures de la Caspienne vers la Méditerranée, la Transcaucasie a une importance stratégique avérée, et apparaît actuellement comme la région la plus instable flanquant la frontière sud-ouest de la Russie. En effet, les trois Etats qui la composent, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, sont engagés dans des conflits inter étatiques ou intra étatiques dans lesquels la Russie pèse au profit de l'un ou de l'autre.

213.1 La Russie exerce aujourd'hui un quasi-monopole sur l'évacuation du pétrole de la Caspienne. Elle a cherché à maintenir sa position privilégiée en menant à bien la construction d'un nouvel oléoduc entre le gisement de Tenguz et le port russe de Novorossisk sur la mer Noire. Son tracé de 1 500 km permet de contourner les zones troublées du Caucase. Sa capacité initiale de 28 millions de tonnes par an pourrait être portée progressivement à 67 millions de tonnes.

Au Daghestan, Moscou tient à réaffirmer sa souveraineté. A ce titre, la proximité de Bakou, capitale de la république voisine d'Azerbaïdjan, redevenue le grand centre pétrolier qu'elle était déjà au début du siècle, joue un rôle important dans la volonté de maintien par la force de la puissance russe dans cette région. Aussi en 1994, lorsque l'Etat Azeri signa un contrat avec un consortium de compagnies pétrolières menées par les britanniques de BP et les américains d'Amoco, le pipeline daghestanais retrouva une importance accrue. Il s'agissait de contrôler l'acheminement vers les marchés mondiaux et de percevoir les devises procurées par les taxes du transit.

Or dans cette république du Caucase, les villages proches de la frontière tchéchène n'ont pas renoncé à soutenir les guerriers voisins de Chamil Bassaïev plutôt que la lointaine autorité de la capitale russe. La guérilla menaça donc les prétentions géostratégiques russes et fut une des raisons de l'intervention russe en Tchétchénie.

La guerre de 1994 fut un désastre mais un accord en 1997 avec le fragile gouvernement de Groznyï a permis au pétrole de couler dans le tuyau vite réparé après la guerre.

A partir de 1999, les menaces s'accumulèrent à nouveau sur le tronçon daghestanais du pipeline. Les rebelles islamistes s'en rapprochaient dangereusement alors même que l'enlisement du projet américain Bakou-Ceyhan laissait penser à Moscou que tout espoir n'était pas perdu de voir le pétrole

de la Caspienne transiter par la Russie. Cet état de fait redonnait à la Tchétchénie une importance géopolitique particulière.

213.2 La Tchétchénie représentait jusqu'à son accession à l'autonomie, une véritable manne d'argent en particulier pour Moscou parce que des compagnies pétrolières payaient un droit de passage à la Fédération de Russie pour ses oléoducs, et qu'elle pouvaient ainsi d'une certaine manière choisir les destinations des oléoducs et par exemple les orienter vers ses ports et avantager ses industries de raffinage (Novorossisk).

Après les premiers accords de paix signés par en 1997 entre la Russie et le nouveau président Maskhadov , les royalties du transit pétrolier de Grozny durent alors être partagés entre Russes et Tchétchènes limitant nettement les profits des premiers.

La réaction de Moscou ne se fit pas attendre et la construction d'un oléoduc contournant la Tchétchénie par le nord fut aussitôt entreprise. Celui-ci consiste en une dérivation de l'oléoduc Bakou / Grozny / Novorossiik. Passant par le Daghestan, il se raccorde au passage au port pétrolier russe de Makhachkala sur la Caspienne puis à l'oléoduc kazakh en provenance d'Astrakhan, avant de se raccorder à l'oléoduc de Novorossiik à Tikhoretsk.

D'autre part l'afflux financier dû au transit pétrolier accentua les actions mafieuses et l'instabilité du pays au point d'écoeurer les voisins associés Ingouches et de provoquer une nouvelle intervention russe en 1999.

213.3 En Géorgie, le port de Batoumi, sur la mer Noire, est relié à Bakou par un oléoduc qui servait de débouché "naturel" au pétrole de l'Azerbaïdjan. Mias la Géorgie secouée par une série de crises internes (Abkhazie, Ossétie du sud, Adjarie) largement entretenues par Moscou, se trouve profondément désorganisée. Moscou cherche en effet à contrer les velléités de rapprochement du pays avec Washington, Bonn et Ankara. Cependant l'importance de la Géorgie pour le transit des hydrocarbures reste de premier plan en raison de sa proximité avec l'Azerbaïdjan et la Turquie. A partir de Soupsa, plusieurs routes sont possibles à travers la Turquie : soit en direction du Bosphore par tankers ou par oléoduc sous-marin, soit par oléoduc à travers l'Anatolie jusqu'au golfe d'Iskenderun sur la Méditerranée (port de Yumurtalik). Ces options ne font pas l'affaire de la Russie qui privilégie toujours la route de Novorossiisk. C'est pourquoi Moscou cherche à maintenir la Géorgie dans sa sphère d'influence en entretenant au besoin son instabilité.

213.4 Dans le Haut-Karabakh, le pétrole est aussi un facteur aggravant.

L'hypothèse d'un "peace" pipeline se base sur un projet qui traverserait le Haut-Karabakh et l'Arménie pour se joindre à un oléoduc turco-iranien qui ne fonctionne pas à plein régime, et pourrait permettre l'acheminement du pétrole azéri en Méditerranée via le port turc de Ceyhan. En raison de ses impérieux besoins en énergie, l'Arménie aurait un intérêt économique certain à la construction d'un tel oléoduc. De plus, il serait possible de dépasser les résistances de la Russie en leur accordant une participation multilatérale de la sécurité de cette route en échange de leur accord.

Les tentatives de règlement du conflit ont souvent servi de « couverture » aux pays intervenants, qui masquaient ainsi leurs ambitions pétrolières ou géopolitiques. A l'instar de la Russie, de la Turquie et de l'Iran, la CSCE s'est intéressée au règlement du conflit dans le Haut-Karabakh dès l'année 1992. Pour pousser les différents acteurs à rechercher un compromis, un concept a eu beaucoup de succès dans les années 94-95, c'est celui du peace pipeline.

L'hypothèse d'un "peace" pipeline se base sur un projet qui traverserait le Haut-Karabakh et l'Arménie pour se joindre à un oléoduc turco-iranien qui ne fonctionne pas à plein régime, et pourrait permettre l'acheminement du pétrole azéri en Méditerranée via le port turc de Ceyhan¹². En raison de ses impérieux besoins en énergie, l'Arménie aurait un intérêt économique certain à la construction d'un tel oléoduc. De plus, il serait possible de dépasser les résistances de la Russie en leur accordant une participation multilatérale de la sécurité de cette route en échange de leur accord. Ces enjeux pétroliers peuvent aussi avoir une influence à un autre niveau, celui de la pression internationale. Les compagnies pétrolières du consortium international pour l'exploitation du pétrole azéri ont un grand intérêt à la constitution d'un environnement stable. Ce qui pourrait avoir deux conséquences, soit de pousser à un règlement de la situation, soit d'exacerber les tensions entre les différents acteurs de la région.

Depuis cette proposition, les différents protagonistes ont modifié leur vision du peace pipeline. Alors que l'idée était que le pipeline apporterait la paix, on s'est aperçu que ce serait plutôt la paix qui apporterait le pipeline.

Les différents promoteurs de l'idée de créer la paix par la construction d'un oléoduc ont fini par comprendre que ce serait impossible tant que la paix ne serait pas réalisée.

¹² YANNIS VALINAKIS, La région de la Mer Noire : défis et opportunités pour l'EUROPEI, les cahiers de CHAILLOT n°36, juillet 1999.

2.2 La religion, un facteur aggravant : L'intensité des drames humains prend tout son relief au regard de la dimension religieuse et du choc des civilisations.

Les crises qui se multiplient de l'Afghanistan à l'Europe en passant par le Kosovo, la Bosnie et la Tchétchénie impliquent toutes l'islam en tant que religion revendiquant une existence internationale. Cette zone conflictuelle représente un véritable arc de crise sur lequel semble surfer les Etats-Unis pour favoriser leur politique étrangère, jusqu'au 11 septembre du moins. A cet égard, le Caucase est une bonne représentation de la situation internationale.

2.2.1 La situation religieuse représente une mosaïque qui reflète bien la complexité de la zone.

En effet, le Caucase se partage de façon schématique en une moitié musulmane et une moitié chrétienne.

Les sunnites sont au nord et à l'ouest, les chiites d'influence perse au sud-est en Azerbaïdjan. Les relations entre les différentes communautés sont à l'instar de celles du monde musulman remplies de méfiance voire d'hostilité. Le lien religieux ne joue pas toujours, ainsi les Azéris connaissent un litige important avec leur voisin iranien qui s'est rapproché de l'Arménie chrétienne.

Malgré tout, on peut voir que les tensions les plus graves sont celles générées par le clivage religieux. Le radicalisme tchéchène se nourrit de cette idéologie qui mène à la guerre sainte.

2.2.2 Les conflits sous tendus par des motifs politiques ou économiques sont amplifiés par le facteur religieux .

Les anciens royaumes chrétiens d'Arménie et de Géorgie ont été confrontés durant leur histoire aux assauts répétés du monde musulman qui manqua de peu de les absorber définitivement.

Cette région représente une frontière entre deux mondes et elle apparaît comme une zone de confrontation, ce qui pourrait conforter la thèse de Huntington sur le choc des civilisations.

Ainsi, il existe une filière de combattants musulmans venant prêter main forte aux frères de l'oumma contre des Etats considérés comme hostiles. L'attaque russe en Tchétchénie radicalisa l'islamisme local et cristallisa la tendance fondamentaliste wahabite dans le pays. L'Arabie Saoudite fournit

d'importants subsides pour financer des mosquées et des écoles coraniques alors que la mort de Doudaïev relativement modéré dans ce domaine laissait le champ libre aux intégristes Basiev, Iandarbiev partisans d'une république islamique gérée par la charia.

En 1992, de nombreux tchéchènes vont soutenir les Abkhazes musulmans contre les "forces d'occupations géorgiennes" et participent activement aux combats autour de Soukhoumi, la capitale abkhaze. De même, des centaines de volontaires islamistes, venus de toute l'oumma musulmane, vont aider la guérilla tchéchène. Parmi eux, des vétérans des jihad d'Afghanistan, du Cachemire ou de Bosnie comme le dénomé Khattab

Quand le gouvernement russe entreprend de reconquérir la Tchétchénie en décembre 1994, les troupes russes se trouvent confrontées à une violente résistance armée ainsi qu'à des actes relevant du terrorisme.

En juin 1995, Chamil Bassaïev prend d'assaut Boudennovsk (ville russe de 100 000 habitants à 120 km au nord de la frontière tchéchène) ; il détient, plusieurs jours durant, un millier d'otages dans l'hôpital local avant de regagner les montagnes de son pays. Au total, l'attaque de Boudennovsk fait plus de cent morts. Bassaïev, qui conduit cette première tentative tchéchène de porter la guerre au sud de la Russie, est un ancien volontaire en Abkhazie, puis chef de la garde personnelle de Djokhar Doudaïev.

Plus récemment, on a pu assister en novembre 2002 à la prise d'otage du théâtre de Moscou, qui se termina par le gazage des terroristes et d'une partie des otages.

Mais la Tchétchénie n'est pas le seul foyer d'agitation ou de guerre dans le Caucase russe.

En Ossétie du Nord et en Ingouchie, on assiste depuis 1992 à des phases alternatives d'affrontements armés locaux et de guerre ouverte entre chrétiens et musulmans. Au Daghestan, centre islamiste actif même durant l'ère soviétique, on constate de nombreux attentats terroristes, visant notamment le système ferroviaire.

2.2.3 Les influences extérieures sont loin d'être neutres en ce qui concerne la diffusion de la religion musulmane.

On peut tout d'abord évoquer les aides financières provenant de l'Arabie Saoudite destinées à la création d'écoles coraniques de tendance wahhabite visant à instaurer la charia comme régime de fonctionnement et représentant pour le futur un risque d'instabilité de la part de jeunes fanatisés.

L'influence de la Turquie est aussi controversée. La politique suivie par la Direction des affaires religieuses (le DIYANET) sous le contrôle de l'Etat reste ambiguë. Il s'agit de promouvoir l'identité turque dans le Caucase et de faire obstacle au prosélytisme des autres tendances

islamiques¹³. Cette action favorise de toute façon l'islamisation de la région particulièrement dans l'Adjarie frontalière, ce qui ne peut qu'accentuer la division interne de la Géorgie et participer au regain de tension régionale.

2.3 Mafias, clans, drogues : Les entités chaotiques ingouvernables

Des conflits entraînent une partie de la population sous la conduite de groupes armés à l'identification politique souvent floue, à s'opposer au pouvoir central. Celui-ci, depuis les indépendances, tentait péniblement de mettre sur pied des structures d'Etat ; désormais, il s'effondre presque partout dans le Caucase, abandonnant les populations à l'hyper violence. Ainsi prolifèrent les ' entités chaotiques ingouvernables ' (ECI) où l'Etat apparaît lui-même comme un élément incontrôlable et générateur de corruption.

2.3.1 Une tendance à l'affaiblissement des Etats ayant de graves conséquences sur la stabilité géopolitique :

Les luttes armées internes ont en commun le fait d'être des conflits de déprédation nationale, et sont favorisées par une exclusion sociale qui a exacerbé les ressentiments politiques, ethniques et religieux.

Les ECI se distinguent par l'impuissance de l'Etat à maintenir sous son contrôle le territoire national et sa population. Des secteurs entiers de l'économie, des villes, des provinces et des régions tombent sous l'influence des nouveaux maîtres de la guerre, des narcotrafiquants ou des mafias. La légalité, l'ordre public et les ébauches de société civile se volatilisent.

Ainsi, avec 200 hommes armés, en tenues camouflées, Chamil Basaiev a foncé sur Boudenovsk à la tête d'une colonne de véhicules de transport de troupes. Il réussit l'exploit d'atteindre son objectif sans qu'aucune des nombreuses patrouilles sillonnant les routes de cette zone dangereuse ne l'ait signalé. Bassaiev explique son stratagème dans une interview : "Facile, dit-il. On a simplement graissé la patte des policiers...".

¹³ Alexandre Toumarkine, Géopolitique de la mer Noire. Karthala, 1996.

2.3.2 La drogue constitue une des activités les plus lucratives de la région :

L'absence d'économie de marché incite dès lors à la constitution de moyens de subsistance parallèle, dans la mesure où l'Etat ne remplit plus son rôle de garant de la prospérité nationale. La drogue est également un élément d'enjeux géopolitiques qui dépassent des Etats sans moyen.

Ainsi, vivant une crise politique rampante, l'Arménie, à bout de souffle, doit gérer l'après-guerre du Haut-Karabakh qui a été souvent financée par les trafics et la prédation. Par ailleurs, la production et le trafic des drogues est souvent une tradition comme en Arménie longtemps soumise à une procédure d'embargo de la part de ses voisins. Mais avec l'ouverture des frontières, la consommation traditionnelle est en train de se transformer en véritable toxicomanie. Déjà, l'opium de l'Azerbaïdjan et des pays d'Asie centrale, a fait son apparition sur les marchés. Il transite en effet par les pays du Caucase¹⁴.

La Géorgie, dont la production est destinée à être transformée en Turquie, pose également des problèmes. Si les autorités arméniennes, non sans raison, mettent en cause les pays voisins, et plus particulièrement ceux de l'espace turcophone qui entourent leur pays ; elles occultent soigneusement un problème tout aussi grave : celui de leurs relations économiques avec l'Iran qui les placent dans une situation de dépendance à l'égard de ce pays. La "voie iranienne" est empruntée quotidiennement par des centaines de camions TIR qui transitent par la ville frontalière de Meghri et déversent leur marchandise dans des espaces protégés de la banlieue d'Erevan. Il n'existe évidemment aucun contrôle douanier ni à Meghri, ni dans les entrepôts d'Erevan. Si les chauffeurs et les convoyeurs sont contrôlés aux frontières par les militaires russes et sur le trajet par des policiers arméniens, les marchandises ne le sont pratiquement jamais. La corruption, omniprésente sur tout le trajet qui constitue un pipe-line de survie, est un garant de la "libre circulation".

Ainsi, de l'opium circule entre les monceaux de sacs de pâtes, de gâteaux secs, de boissons non alcoolisées, d'ustensiles en plastique. Alors qu'aucune saisie de quelque importance n'a jamais été effectuée dans les pays du Caucase, la police turque a intercepté, en novembre 1995, un camion TIR ayant transité par l'Arménie et la Géorgie, chargé de plus de deux tonnes d'opium¹⁵.

¹⁴ Alexandre Toumarkine, Géopolitique de la mer Noire. Karthala, 1996.

¹⁵ VICKEN CHETERIAN, Eldorado ou mirage ? Le Monde Diplomatique. Octobre 1997.

2.3.3 Des filières mafieuses, aux ramifications internationales sont liées à des organismes gouvernementaux.

A la chute de l'URSS, on assiste à l'explosion des filières mafieuses historiquement toujours présentes dans cette région.

En effet, les structures traditionnelles et familiales omniprésentes dans la vie sociale du Caucase favorisent l'émergence des systèmes parallèles à l'Etat.

Les "hommes d'affaires" trouvent dans ce pays un secteur bancaire et des infrastructures industrielles sinistrées dont la privatisation est une "machine de blanchiment" exceptionnellement performante.

Les anciens combattants du Liban, les marchands arméniens d'Afrique de l'Ouest, les familles arméniennes de la Californie et de l'Amérique latine, profitent ici d'un système bancaire anarchique accueillant et des possibilités de lucratifs investissements sans risque qui leur permet de tirer le meilleur parti des réseaux armes-drogues. D'autre part certains groupes secrets utilisent la violence comme moyen de revendication politique. Il s'agit par exemple de la «Main Blanche» en Géorgie ou du Dachnak en Arménie.

Les Etats affaiblis, corrompus, sont au mieux impuissants, au pire complice des filières parallèles qui s'organisent dans leur pays. La corruption apparaît comme un phénomène généralisé contre lequel les gouvernements n'arrivent pas à lutter faute de pouvoir et de volonté. On peut par ailleurs noter les liens existant entre les conflits politiques et militaires et le développement des trafics.

Ainsi de nombreuses affaires mettent en relief la proximité de certaines instances gouvernementales.

- En Arménie :

Le chef de l'opposition, Vazgen Manoukian, a fait de la lutte contre la corruption son thème principal pendant la campagne électorale de septembre 1996. Mais la manière musclée qu'a utilisée le président Ter Petrossian pour mettre fin à la contestation des résultats électoraux (occupation du parlement, descente de l'armée dans les rues d'Erevan, etc.) n'a fait que renforcer une opinion publique dans l'idée qu'elle est désarmée face à la puissance et aux appuis politiques des mafieux dans ce pays.

A cet égard, l'ex-maire d'Erevan, Hambarzoum Galstia, reconverti dans les affaires, fut assassiné en pleine rue. Le 28 décembre, le président Ter Petrossian suspendait pour six mois les activités de l'organisation politique Dachnak, accusée de trafic de drogues, d'assassinats politiques (dont celui du maire) et d'espionnage. Le Dachnak, à travers ses réseaux internationaux, contrôlerait la plus grande

partie de la diaspora arménienne, aussi bien aux Etats-Unis, au Moyen-Orient qu'en Grèce. Il est aussi établi qu'en vertu d'une politique de neutralité positive, il a joué un rôle d'intermédiaire entre les différentes factions en guerre au Liban.

Des structures criminelles secrètes ont pour but de procurer de l'argent à un parti par tous les moyens possibles : le trafic de drogues, la contrebande et l'activité économique illégale.

Dans ce cadre, les autres organisations ne peuvent pas avoir d'influence fondamentale dans la vie politique du pays.

La mainmise sur la vie économique et politique du pays pénalise le développement démocratique du pays et rend improbable une amélioration de la vie quotidienne de ce genre de pays.

- En Tchétchénie :

Le nouveau gouvernement Doudaïev, de la République illégale de Tchétchénie, profita des juteuses commissions du pétrole pour développer les trafics les plus divers.

Le Daghestan voisin était devenu un repaire pour tous les mafieux de l'ex-URSS et la région ayant le plus fort taux de violence politique de Russie. La nécessité de couper les vivres aux guerriers tchétchènes, qui engrangeaient par le Daghestan les juteux revenus du trafic de drogue, de caviar et d'otages ainsi que le détournement de millions de dollars au détriment de Moscou, poussa cette dernière à intervenir en 1994 avec les résultats que l'on connaît.

L'argent de la drogue sert bien entendu aussi à financer les guerillas. A cet égard, le Daghestan reste encore une base arrière importante pour les Tchétchènes. La perméabilité des frontières montagneuses faisant de la région une vaste zone de trafics en direction des pays riches.

La décomposition de l'autorité de l'Etat qui en découle ouvre la porte à des acteurs extérieurs, attirés par le vide géopolitique et la possibilité d'étendre leur influence dans une zone non dépourvue d'intérêts économiques et géostratégiques.

3 Géopolitique du chaos : l'impossibilité de recomposer la région

3.1 Le cadre étatique du grand jeu : rivalité Etats-Unis / Russie

La rupture géostratégique avec la fin de l'URSS a permis aux Etats-Unis d'intervenir dans une zone qui était une chasse gardée auparavant. Les motifs américains sont multiples. Il s'agit tout d'abord de repousser la Russie dans ses nouvelles frontières, de poursuivre l'action de contrôle du continent eurasiatique en passant par le sud, conformément aux théories des géopoliticiens Mac Kinder et Spykman, et enfin de contrôler des ressources pétrolières qui pourront s'avérer essentielles dans l'avenir.

Cette politique est facilitée par la faiblesse économique de la Russie qui tente sans grande réussite de conserver le lien avec ses anciennes républiques grâce à la Communauté des Etats Indépendants. Mais cette communauté ne dépasse pas le cadre d'une structure formelle dans la mesure où la Russie n'a aucun projet économique à proposer. D'autre part, les combats contre des populations musulmanes en Afghanistan et en Tchétchénie lui ont aliéné l'ensemble des populations de la zone. Des alliances antagonistes se sont constituées avec d'une part : la Russie, l'Arménie, l'Iran, le Turkménistan. De l'autre la Turquie, les Etats-Unis, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, la Géorgie. L'attitude américaine qui consistait à utiliser les revendications islamiques contre les prétentions russes, a quelque peu évolué depuis le 11 septembre. Russes et Américains sont passés par de nouveaux accords entérinant un certain partage de la zone Asie Caucase.

3.1.1 La signification géopolitique globale du Caucase pour les Etats-Unis

Les Etats-Unis se concentrent sur le Caucase de manière conséquente et ciblée, afin de garantir leurs intérêts dans la région et d'en repousser la Russie selon une politique de 'roll back' non avouée mais bien réelle.

La direction géorgienne essaye de se rapprocher des Etats unis et de l'OTAN pour échapper à la sphère d'influence russe. Le 19 février 1999, lors d'une session du gouvernement, le président Chevardnadze a réclamé l'interdiction du Parti Communiste Unifié de la Géorgie, qualifiée selon lui de 'cinquième colonne, financée par des forces réactionnaires de Russie'¹⁶.

¹⁶ JEAN RADVANYI, Vent américain au Caucase. Géopolitique n°79.

L'arrivée des américains est ressentie par la Géorgie et d'autres pays comme la panacée à tous leurs problèmes. L'application du modèle militaire occidentale permettrait pour eux de résoudre les problèmes sécessionnistes.

A cet égard, l'OTAN est un des outils d'expansion de l'influence américaine. Il permet par le biais du partenariat de fournir du matériel à titre gracieux mais qui sera le premier pas vers une standardisation conforme aux critères américains. Le programme 'Train and equip' prévu en Géorgie en est l'un des outils, permettant d'intégrer de nouveaux futurs clients.

A la mi-1998, le Congrès des Etats-Unis a tenu des audiences sur le thème du rôle des Etats-Unis dans le Caucase et en Asie Centrale. Ils ont confirmé la signification stratégique de la région pour les intérêts américains. Il s'agit non seulement des gisements pétroliers mais aussi de l'importance géopolitique de la Transcaucasie dans la politique globale des Etats-Unis. Le caractère inadmissible de la présence de concurrents et l'exclusion de la présence russe dans le Caucase ont été affirmés ouvertement. Les membres du Congrès ont critiqué Clinton pour sa passivité face à la présence prolongée de bases militaires russes sur le territoire de l'Arménie et de la Géorgie.

3.1.2 L'importance de la zone pour la Russie.

L'importance stratégique du Caucase pour la Russie réside dans sa position géographique privilégiée sur la mer Noire et donc vers la Méditerranée. Dans cette zone, la Russie ne dispose plus que d'un port avec Novorossisk. Ce port pétrolier est le seul qui ne gèle pas en hiver, aussi la perte des ports géorgiens et azéris pèse lourdement sur la stratégie russe.

Actuellement, un des buts majeur de la Russie est de préserver un maximum de son influence et d'éviter l'extension des conflits ethniques vers la Russie.

L'action de la Russie apparaît parfois comme dénuée de compromis, à l'égard de la Géorgie en particulier, ce qui développe un contentieux de plus en plus lourd entre les deux pays.

La Russie dispose de nombreux moyens de pression. Il y a tout d'abord les moyens de pression militaire avec les nombreuses bases dans la région, en Géorgie et en Arménie, souvent maintenues contre l'avis de l'Etat hôte. Sur le territoire Géorgien, un certain nombre a été dissout suite aux accords d'Istanbul prononcés en 1999 dans le cadre de l'OSCE, mais de nombreux équipements ont été seulement transférés dans des régions sécessionnistes ne dépendant pas du gouvernement central géorgien (Akhalkalaky, Vaziany, Batoumi). La Russie dispose aussi de troupes (20 à 25000 hommes) présentes en Abkhazie sous le couvert de l'ONU. Ces troupes représentent pour la Géorgie une ingérence dans ces affaires intérieures et une forme de chantage à l'égard d'un pays qui s'est tourné vers l'occident. La pression est aussi exercée sous la forme plus violente de raids aériens,

dénoncés par les autorités, contre des villages frontaliers soupçonnés d'accueillir des rebelles tchéchènes.

Sur le plan économique Moscou a décidé d'imposer une procédure de visa aux Géorgiens voulant travailler en Russie, mesure qui ne s'applique pas aux Arméniens ou aux Ossètes du sud. La Russie a par ailleurs établi un véritable blocus douanier en exigeant le dépôt de fortes sommes d'argent de la part des transporteurs voulant franchir la frontière.

L'Azerbaïdjan quant à elle a su préserver des liens privilégiés avec Moscou en dépit d'une politique pro-occidentale affichée et la mise à disposition de bases relais en territoire azeri pour l'aviation américaine. Des points de discorde sont néanmoins apparus quand l'Azerbaïdjan a dénoncé en 1998 la livraison clandestine, illégale au regard des traités de désarmement, de plus d'une centaine de blindés aux forces du Karabakh.

La politique russe du 'diviser pour régner' a semble-t-il pu fonctionner sous un pouvoir fort mais a eu des lourdes conséquences par la suite. Certains peuples désagrégés voire déportés comme les Tchétchènes sous Staline ont fourni des flots de migrants contribuant à l'instabilité de la région. Le tracé des frontières entre les différentes ethnies a aussi jeté les germes de la discorde pour de longues années alors que le pouvoir soviétique se souciait peu des revendications régionales.

L'effondrement de la doctrine soviétique et l'absence de tout projet fédérateur, a permis l'essor des revendications ethniques. Ces revendications pour la reconnaissance et la prédominance vont aussi menacer les habitants d'origine russe parfois implanté en masse comme en Kabardino-Balkarie.

Les nouvelles tendances :

La réaction de la Russie face au 11 septembre est ambivalente. Celle-ci a aussitôt proposé aux américains d'utiliser des bases en Asie centrale et a autorisé la présence de conseillers américains en Géorgie.

D'un côté, on peut analyser cette attitude comme la volonté d'être présent sur la scène internationale en tant qu'interlocuteur des Américains, de l'autre on peut y voir un aveu de faiblesse de la part d'un pays qui n'a plus les moyens de s'opposer à une ingérence dans son pré carré.

Néanmoins, cette entente a permis à la Russie d'avoir les mains libres en Tchétchénie et de maintenir sa pression sur le Caucase en faisant valoir son action comme étant du domaine de sa politique intérieure, dans la lignée des actions anti-terroristes américaines.

3.2 Influences extérieures (OTAN, UE, Turquie, Iran) : de nombreux éléments perturbateurs préoccupés par leurs intérêts avant tout.

Après la chute de l'URSS, la situation géopolitique du Caucase changea radicalement. Les pays nouvellement indépendants commencèrent à se tourner vers des Etats voisins.

Iran, Turquie et Etats-Unis ont renforcé leur position dans cette région au détriment de la Russie.

Les intérêts de ces pays voisins pour le Caucase sont essentiellement économiques et gravitent autour du pétrole dont les réserves même contestées sur le plan du rendement et de la rentabilité sont des garanties pour l'avenir si l'on a positionné ses pions auparavant.

3.2.1 Une présence ouverte et tacite de l'Otan dans le Caucase, réclamée par les pays de la zone. L'OTAN apparaît comme l'organisation la plus active dans cette région.

Elle est pour les pays de la zone, le premier pas vers une intégration dans le club des pays occidentaux et une reconnaissance internationale, alternative à l'inévitable interface russe.

L'OTAN quant à elle, voit comme une de ses missions de promouvoir la stabilité dans la zone euro-atlantique. Elle mène donc une action active pour promouvoir ses équipements et ses procédures de façon à détacher ces pays de leur ancien protecteur. Elle le manifeste dans ces publications officielles annonçant :

« Il apparaît important, au cours des prochaines années, de mettre en œuvre des politiques de réformes structurelles et de stabilisation, soutenues par une aide et des investissements extérieurs. Aux côtés d'autres organisations internationales, telles que les Nations unies, l'OSCE, l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, et sans faire double emploi, l'OTAN continuera de soutenir les pays du Sud Caucase dans leurs efforts pour accroître la stabilité politique et améliorer ainsi leurs perspectives de développement économique. »

Le Comité scientifique de l'OTAN participe aussi à ces actions d'influence en donnant son feu vert au financement d'une nouvelle infrastructure de réseaux informatiques destinée au monde universitaire du Caucase du Sud et de l'Asie centrale¹⁷.

¹⁷ Pol De Witte, renforcer la stabilité dans le sud Caucase. Revue de l'OTAN Automne 98.

L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont rapidement manifesté leur volonté de coopérer avec l'OTAN. Ils ont signé des accords dans le cadre du Partenariat pour la paix (PPP) et engagé sans tarder une coopération concrète après le lancement de l'initiative en 1994. En 1997, ils ont également été étroitement associés à la création du Conseil de partenariat euro-atlantique (CPEA), qui a remplacé le Conseil de coopération nord atlantique. Malgré des contraintes financières, chacun de ces trois pays a mis au point un programme de partenariat individuel substantiel avec l'OTAN, établi une mission diplomatique au siège de l'Alliance et affecté un officier à la Cellule de coordination du Partenariat à Mons.

La Géorgie est l'un des pays le plus demandeur de coopération avec l'OTAN et qui cherche à s'affranchir le plus de la tutelle de son ancien grand frère d'autant plus que ce dernier maintient toujours sur son sol et contre son gré un certain nombre de bases.

Un travail de préparation s'est accompli qui consiste aussi à adapter la structure des forces armées géorgiennes aux standards adoptés dans l'Otan.

D'autres engagements ont été pris comme la mise à disposition de l'Otan, en cas de nécessité, de certaines installations militaires et infrastructures. De même, certains cadres militaires de l'armée géorgienne reçoivent maintenant une instruction dans les institutions d'études de l'Otan. De plus, la Géorgie participe à des manœuvres militaires communes avec les partenaires occidentaux.

Mais s'agit-il de renforcer la stabilité politique ou d'étendre son influence ?

3.2.2 l'Union européenne

Reconnaissant le potentiel de la région, l'Union européenne (UE) parraine une initiative qui vise à recréer l'ancienne "route de la soie" dans le cadre du projet de corridor Europe Caucase Asie centrale (dit "Traceca"). Ce corridor, qui constituera la voie la plus courte et peut-être la moins onéreuse entre l'Europe et l'Extrême-Orient, aura une importance considérable, non seulement pour les pays du Sud Caucase, mais également pour ceux d'Asie centrale et de la région de la mer Noire, dont certains sont enclavés. Le projet Traceca devrait également permettre de renforcer la coopération régionale dans cette partie du monde.

3.2.3 La Turquie

La Turquie apparaît comme le nouvel Etat fort de la région grâce à son armée et à sa puissance économique. Son attitude reste équivoque en ce qui concerne sa politique dans le Caucase. Cette dernière apparaît au long des siècles comme la grande concurrente de la Russie dans le Caucase.

Actuellement, le dilemme pour elle est de poursuivre l'expansion de son influence dans la zone sans froisser la Russie. Car la Turquie réalise une grande partie de ses exportations avec la Russie qui représente donc un interlocuteur économique privilégié.

En 1998, la Turquie, membre de l'OTAN a envoyé en Géorgie des équipements militaires pour un montant de 2 millions de dollars et elle assure la formation de cadres militaires pour l'armée géorgienne.

3.3 Les revendications locales : Etats nations ou nation des Etats.

Il pourrait s'agir d'un choix entre deux inconvénients : restaurer la force des Etats (justes ou injustes) ou laisser agir les minorités.

Les instances régionales de concertation ont volé en éclat à la suite des interventions brutales d'acteurs extérieurs à la région. Des peuples qui arrivaient à s'entendre au sein de la Confédération des peuples montagnards du Caucase se sont opposés après avoir vu leur environnement transformé. Dans le Nord du Caucase, on peut assister à un développement des activités des organisations politico-ethniques réclamant indépendance ou changement des frontières comme l'association des Tcherkess ou des Adhyghs qui demandent le regroupement ethnique. Il existe ainsi de nombreux projets sur l'avenir du Caucase :

Il faut rappeler que la dissolution de l'URSS a entraîné un véritable réveil de la vie publique au Caucase du Nord. Le pluralisme politique a remplacé le régime du parti unique dans toutes les républiques caucasiennes. Au Daghestan, dans les années quatre-vingt-dix, on a vu apparaître 139 partis et mouvements politiques divers.

Il existe au sein de la région six grands types de projets: la fédération, la république souveraine de type "européen", la république islamique, le projet touranien, la "maison caucasienne" des Montagnards et enfin le maintien au sein de la fédération de Russie.

1. La fédération

Ce premier projet suppose d'attribuer aux "ethnies-en-titre" le droit à l'autodétermination et l'autogestion, en allant, si elle est souhaitée, jusqu'à la création d'Etats indépendants. Pour les partisans de ce projet, il faut cesser tout de suite la politique d'implantation de Montagnards sur les terres des autochtones turcophones de la plaine et transformer la république du Daghestan en une

Fédération d'Etats monoethniques. Les raisons de ce projet tiennent aux changements intervenus ces cinquantes dernières années dans la répartition des différents groupes ethniques au Daghestan.

2. La république souveraine de type "européen".

Une république souveraine de type "européen" est en effet considérée par certains comme un remède à la plupart des problèmes du pays. Ses partisans espèrent que l'indépendance permettra de sortir de la crise économique et d'apaiser les tensions interethniques. Si le label est "européen", c'est le développement politique de la Turquie républicaine qui est invoqué comme exemple.

3. la république islamique

Il existe aujourd'hui un projet de réislamisation sur les normes du Coran et de la Charia, empruntées aux pays musulmans, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite.

Deux partis soutiennent ce projet : le Parti islamique du Daghestan (qui s'intitulait, jusqu'en 1993, "Parti démocratique islamique du Daghestan", avant de se débarrasser du mot "démocratique") et le Parti de la Renaissance islamique du Daghestan. Ce dernier est la branche daghestanaise d'une organisation politique connue, qui compte des ramifications dans plusieurs régions de l'ex-URSS, par exemple au Caucase du Nord, en Russie Centrale et même dans les républiques d'Asie Centrale.

4. Le projet touranien.

Parmi les turcophones du Daghestan, l'idée d'une confédération des ethnies turcophones à l'échelle pancaucasienne est très répandue. Ceux-ci espèrent atteindre ce but grâce au développement des relations économiques et culturelles entre les différentes parties de l'"univers" turcique caucasien. L'affaiblissement souhaité des liens avec la fédération de Russie serait compensé par le renforcement des liens avec la Turquie.

Les liens entre le Daghestan postsoviétique et la Turquie gagnent régulièrement en intensité. Le symbole de cette intensification des relations est peut-être la grande mosquée de Mahatchkala.

5. La " maison caucasienne " des Montagnards.

Les partisans de l'établissement d'une confédération indépendante des peuples montagnards, qui remplacerait les républiques nord-caucasiennes dépendantes de la Russie et de la Géorgie "impérialistes", se recrutent parmi les peuples daghestanais parlant des langues caucasiennes. L'avenir politique envisagé est une libre union des ethnies au sein de la "Maison caucasienne". Cet ensemble serait doté d'un gouvernement de type fédéral, le centre conservant un rôle d'arbitrage ainsi que le contrôle de l'armée. A la tête des partis et mouvements défendant cette idée se trouve

une organisation internationale, la Confédération des Peuples du Caucase, célèbre en Russie comme au Caucase du Nord.

6. Le maintien au sein de la fédération de Russie.

Pour beaucoup la patrie appartient à la fédération de Russie et les slogans séparatistes lancés par certains leur font peur. Pour éviter une possible séparation d'avec la Russie, ils proposent le développement des liens économiques et culturels avec Moscou. On peut diviser les partisans de ce projet en deux grands groupes : les communistes locaux et les organisations regroupant les Russes.

Il est encore trop tôt pour savoir vers quel projet le Caucase Nord s'orientera, mais la région conserve encore beaucoup de traits soviétiques et de liens avec la Russie.

CONCLUSION :

Encadrée par les grandes puissances régionales que sont la Turquie et la Russie, la région Caucase a des difficultés pour affirmer son identité. La recherche de soutien extérieur de la part des Etats Unis pouvant favoriser la création d'un marché caucasien semble être la seule solution pour les pays de la zone. Mais la prolifération des acteurs infraétatiques (autorités fédérales, villes, acteurs religieux, mafias) rend difficile toute action concertée.

La recomposition de la région apparaît donc comme une nécessité face aux pressions multiples qui s'exercent de l'extérieur comme de l'intérieur. Le jeu dangereux de la Russie qui apporte son soutien au sécessionisme au delà de ses frontières doit être contrebalancé par des initiatives de paix locales. Pour éviter la désintégration de la région en zone de non droit, un développement durable doit être entrepris. Seules des initiatives locales et la capacité des entités fédérales d'inventer de nouvelles sphères de coopération régionale permettront de sortir de la crise. Par ailleurs, ces nouvelles coopérations régionales seront plus efficaces pour gérer les problèmes environnementaux laissés en suspend depuis l'URSS et qui deviennent de plus en plus préoccupant comme la pollution de la Caspienne et de la mer Noire et la dégradation des ressources naturelles.

En ce qui concerne le rôle des Etats sérieusement compromis et entachés par la corruption, il pourrait être reformulé de façon plus souple. Il apparaît en effet flagrant que leur intérêt réside plus dans l'accroissement du contrôle des flux traversant la région que dans une maimise totale sur les acteurs infraétatiques.

Dans tous les cas, l'avenir du Caucase n'est pas dans les mains des puissances périphériques ou lointaines, mais dans la volonté des acteurs locaux d'établir une stabilité qui permettra seule un développement durable.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

YANNIS VALINAKIS, La région de la Mer Noire : défis et opportunités pour l'EUROPEI, les cahiers de CHAILLOT n°36, juillet 1999.

JEAN-CHRISTOPHE VICTOR : Mer Caspienne : le grand jeu (émission télévisée sur ARTE Le dessous des cartes) juillet 1998.

Julien Nessi : Grandes manœuvres autour de la Caspienne. Cyberscopie. Juin 2001.

Pierre Noel : Les hydrocarbures de mer Caspienne : acteurs et enjeux. Dossier d'information et d'analyse. Mars 1998

DOMINIQUE GALLOIS : la bataille pour le partage du pétrole de la Caspienne est ouverte Le Monde, 17 juillet 1998.

GEOPOLITIQUE DU CAUCASE. HERODOTE N° 81.

Lebedynski Iaroslav, Histoire des cosaques. Paris, Terre Noire, 1995.

SAPIR Jacques, Le chaos russe, Paris, La découverte, 1996

Boyer Yves, Facon Isabelle (Dir.), La politique de sécurité de la Russie, Paris, ellipses, 2000

Brunot P. et Avioutskii V., « La Tchétchénie », Que sais-je ?, n° 3332, 1998

Levada Iouri, « La guerre en Tchétchénie et la société russe avant et après le 11 septembre 2001 », mémoire réalisé pour l'Observatoire européen de géopolitique, décembre 2001

Alexandre Toumarkine, Géopolitique de la mer Noire. Karthala, 1996.

ARTICLES DE REVUES

VICKEN CHETERIAN, Eldorado ou mirage ? Le Monde Diplomatique. Octobre 1997.

SVANTE CORNELL, Conflicts in the North Caucasus. Central Asian Survey. Septembre 1998.

EDITH YBERT, Le Caucase : la toile de fond historique. Géopolitique n°79.

JEAN RADVANYI, Vent américain au Caucase. Géopolitique n°79.

CHARLES ZORGBIBE, Frontières et litiges en mer Caspienne. Géopolitique n°79.

PHILIPPE RECACEWICZ, Conflits caucasiens et bras de fer russo américain. Géopolitique n°79.

Jean RADVANYI : Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain. Le Monde diplomatique. Octobre 2000.

Vicken CHETERIAN : Grands jeux pétroliers en TRANSCAUCASIE. Le monde diplomatique. Octobre 1997.

Marti Serge (dir), Le bilan du Monde. Le Monde, 2002.

Pol De Witte, renforcer la stabilité dans le sud Caucase. Revue de l'OTAN. Automne 98.

Séverine Chappaz, l'expansion russe dans le Caucase. Regard sur l'Est n°20.

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION : | 3 |
| <u>1. Les données géopolitiques</u> : Les acteurs étatiques représentent un cadre peu efficace. | 5 |
| 1.1. Une mosaïque complexe d'ethnies rivales sont en lutte permanente pour l'hégémonie régionale : | 5 |
| 1.1.1 La composition des groupes ethniques révèle une importante complexité..... | 5 |
| 1.1.2 Une composition ethnique en évolution permanente..... | 6 |
| 1.1.3 Une diversité ethnique facteur d'instabilité. | 6 |
| 1.2 Une situation économique précaire qui représente un facteur de déstabilisation interne..... | 7 |
| 1.2.1 Des communications difficiles entre les pays ou les provinces : | 7 |
| 1.2.2 Des conditions économiques et sociales préoccupantes : | 7 |
| 1.2.3 Le développement des coopérations régionales comme facteur de développement. | 9 |
| 1.3 L'instabilité dans la région est renforcée par des problèmes de frontières entre états et minorités ethniques. | 10 |
| 1.3.1 Les conflits inter étatiques | 10 |
| 1.3.2 Les conflits intra étatiques : | 11 |
| <u>2 Les acteurs trans étatiques</u> : | 18 |
| <u>2.1 Le facteur hydrocarbone</u> : Avec l'ouverture des frontières, la géopolitique de l'acheminement prend une ampleur stratégique qui ouvre la porte à des conflits d'intérêts variés..... | 18 |
| 2.1.1 Un problème juridique : | 19 |
| 2.1.2 Un acheminement source de conflit : | 20 |
| 2.1.3 Les incertitudes concernant l'acheminement des hydrocarbures ont des conséquences variées selon les pays : | 22 |
| <u>2.2 La religion, un facteur aggravant</u> : L'intensité des drames humains prend tout son relief au regard de la dimension religieuse et du choc des civilisations..... | 25 |
| 2.2.1 La situation religieuse représente une mosaïque qui reflète bien la complexité de la zone. | 25 |
| 2.2.2 Les conflits sous tendus par des motifs politiques ou économiques sont amplifiés par le facteur religieux | 25 |
| 2.2.3 Les influences extérieures sont loin d'être neutres en ce qui concerne la diffusion de la religion musulmane..... | 26 |
| <u>2.3 Mafias, clans, drogues</u> : Les entités chaotiques ingouvernables..... | 27 |
| 2.3.1 Une tendance à l'affaiblissement des Etats ayant de graves conséquences sur la stabilité géopolitique : | 27 |
| 2.3.2 La drogue constitue une des activités les plus lucratives de la région :..... | 28 |
| 2.3.3 Des filières mafieuses, aux ramifications internationales sont liées à des organismes gouvernementaux. | 29 |
| <u>3 Géopolitique du chaos</u> : l'impossibilité de recomposer la région | 31 |
| <u>3.1 Le cadre étatique du grand jeu</u> : rivalité Etats-Unis / Russie..... | 31 |
| 3.1.1 La signification géopolitique globale du Caucase pour les Etats-Unis | 31 |
| 3.1.2 L'importance de la zone pour la Russie..... | 32 |
| <u>3.2 Influences extérieures (OTAN, UE, Turquie, Iran)</u> : de nombreux éléments perturbateurs préoccupés par leurs intérêts avant tout. | 34 |

| | | |
|-------|--|----|
| 3.2.1 | Une présence ouverte et tacite de l’Otan dans le Caucase, réclamée par les pays de la zone. L’OTAN apparaît comme l’organisation la plus active dans cette région..... | 34 |
| 3.2.2 | l’Union européenne | 35 |
| 3.2.3 | La Turquie | 35 |
| 3.3 | <u>Les revendications locales</u> : Etats nations ou nation des Etats. | 36 |
| | CONCLUSION :..... | 39 |
| | <u>BIBLIOGRAPHIE</u> | 40 |

ANNEXE 1

Le CAUCASE



ANNEXE 2

Le conflit ARMENIE-AZERBAIDJAN



ANNEXE 3

Le transfert des hydrocarbures



ANNEXE 5

La Géorgie

